

Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Mbahiakro, le 16 juin 2011)

Kenneth Blackman (Porte-parole adjoint de l'ONUCI) : Mesdames, messieurs, bonjour. Bienvenue à la conférence de presse hebdomadaire de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), qui s'est délocalisée à Mbahiakro cette semaine, en raison des Journées de l'ONUCI qui se tiennent actuellement ici à Mbahiakro. J'ai quelques informations pour vous. Je commence par la Division DDR de l'ONUCI.

La Division Désarmement, Démobilisation et Réinsertion de l'ONUCI a mené deux opérations de collecte d'armes d'anciens combattants de Abobo et de Yopougon. C'était les 3 et 9 juin dernier. Ces opérations se sont effectuées sur les installations du camp de l'ONUCI à Anyama. Au cours des deux opérations, environ 1200 ex-combattants au total ont rendu les armes. Cela a été possible grâce à l'engagement et l'appui du gouvernement ivoirien et aussi grâce à la démarche de l'ONUCI à l'endroit de ces anciens combattants, basée sur la confiance et la sécurité. Et cette démarche les a apparemment rassurés. Tous les acteurs de cette opération se sont impliqués pour la remise de ces armes, pour la sensibilisation des combattants et leur retour en toute quiétude dans leurs communautés. Dans les semaines à venir, l'ONUCI va organiser d'autres opérations similaires au sein des communautés à Abidjan et à l'intérieur du pays.

Toutes ces actions viennent appuyer les efforts de la Côte d'Ivoire en cette période post-crise dans le secteur sécuritaire. Le secteur sécuritaire, vous n'êtes pas sans le savoir, est un pan essentiel de la reconstruction et de la relance économique de la Côte d'Ivoire.

Dans le cadre de ses actions humanitaires, la Force de l'ONUCI a prodigué des soins médicaux gratuits à **1 315** patients et distribué **103 000** litres d'eau potable au cours de la semaine qui vient de s'écouler. En ce qui concerne leurs activités opérationnelles, les forces onusiennes ont effectué **912** patrouilles terrestres et aériennes dans la même période. Par ailleurs, les troupes de l'ONUCI continuent de protéger les camps de déplacés, notamment ceux de Duékoué.

Les patrouilles mixtes entre la force militaire de l'ONUCI et les FRCI, qui contribuent à l'amélioration de la situation sécuritaire de la Côte d'Ivoire, ont continué cette semaine. Les réunions hebdomadaires entre les généraux des forces impartiales et ceux des FRCI continuent également. Ces réunions ont pour but de trouver des solutions aux problèmes sécuritaires actuels du pays. La rencontre de cette semaine a eu lieu, mardi 14 juin, à la base de la Licorne à Port Bouët. Plusieurs points ont fait l'objet de cette réunion, y compris la sécurisation et démilitarisation d'Abidjan et le déploiement de la police nationale et de la gendarmerie pour assurer la sécurité des ports d'Abidjan et de San Pedro.

La force militaire de l'ONUCI a un nouveau chef d'état-major, le Général de Brigade Saleh Swambong Bala du Nigeria. Il remplace le Colonel Habib Oueslati de la Tunisie, qui est en fin de mission.

Sur le plan de la sensibilisation, l'ONUCI poursuit ses campagnes de sensibilisation à travers le pays.

Au moment où nous parlons, la commémoration de la Journée internationale de l'enfant africain se déroule à Dabakala (dans la région des Savanes), à Issia (dans la Région du Fromager), à Touih (dans le Bas- Sassandra) et à Séguéla (dans le Worodougou). A travers ces activités de commémoration, l'ONUCI et ses partenaires mettent l'accent sur les questions attenantes aux enfants et à leurs droits,. Cela est très pertinent dans n'importe quelle situation mais surtout dans un pays en situation de sortie de crise comme la Côte d'Ivoire.

Des activités de proximité avec les populations auront lieu le 18 juin à Soubré et le 21 juin à Méagui dans le cadre d'ONUCI Tour.

Après le Bas-Sassandra, cap sera mis sur la Vallée du Bandama pour une journée de sensibilisation à la réconciliation et au renforcement de la cohésion sociale à Bonière. Ce sera l'occasion pour la société civile et les différentes couches de la population de se retrouver autour d'une plateforme de communication pour une réconciliation et une paix durable à commencer par le niveau communautaire.

Puis les 21 et 22 juin, Grand-Bassam va abriter un séminaire régional sur le thème **"l'engagement des leaders d'opinion à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale"**. Ce séminaire est destiné à la société civile.

Toutes ces actions d'information et de sensibilisation que mène la mission ont pour but d'accompagner la Côte d'Ivoire sur la route qui mène à la paix par les différents canaux dont dispose la mission.

Comme vous savez, les conflits sont très souvent accompagnés par des violences sexuelles. L'Unité VIH/SIDA de l'ONUCI organise dans les jours à venir trois ateliers consacrés à cette thématique.

Du 20 au 23 juin, il y aura un atelier de formation à Grand Bassam sur le respect des droits humains et le VIH/SIDA au seuil de la reconstruction du secteur privé ivoirien.

Deux autres ateliers auront lieu à Man. Il y aura d'abord, un atelier de renforcement des capacités des ONGs de lutte contre le sida dans la Région des Montagnes. Ce sera du 20 au 25 juin. Puis, les 24 et 25 juin, il y aura un atelier de formation pour le personnel de la santé sur la prise en charge médicale lors des violences sexuelles.

Chers journalistes vous pouvez participer également à une activité de sensibilisation et d'information organisée par l'ONUCI ici à Mbahiakro, parce que vous êtes là et après cette conférence de presse, vous allez participer aux ateliers qui font partie intégrante du travail de l'ONUCI. Voilà ce que j'avais pour vous. Je suis à vous si vous avez des questions.

Soro (Agence Ivoirienne de Presse de Dimbokro) : Je suis Soro de l'Agence Ivoirienne de Presse de Dimbokro. En venant, j'avais une question en tête. Mais je crois que je peux poser ma question. Nous avons tous suivi la crise depuis février jusqu'en avril et jusqu'à ce jour, nous avons remarqué que l'ONUCI avait appuyé les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) dans la résolution de la crise. Aujourd'hui, nous sommes à une autre étape très cruciale : la question sécuritaire. Je veux toujours savoir sur le plan militaire, qu'est-ce que l'ONUCI prévoit pour

appuyer les FRCI à propos de la sécurité des ivoiriens aussi bien à Abidjan qu'à l'intérieur du pays ?

Kenneth Blackman : Je vais corriger un peu ce que vous avez dit. Il ne s'agissait pas pour l'ONUCI d'appuyer un groupe ou un autre. Ce qui s'est passé, c'est qu'à un certain moment des armes lourdes ont été utilisées à l'encontre de la population civile. Lorsque l'ONUCI a reçu mandat du Conseil de sécurité de l'ONU pour le faire, l'ONUCI a procédé à la destruction de ces armes lourdes. En ce qui concerne la sécurisation, il y a des rencontres hebdomadaires entre les généraux de l'ONUCI, de la Licorne et des FRCI, les Forces républicaines des Côte d'Ivoire et la sécurisation fait partie intégrante des thèmes discutés chaque semaine par les généraux. En même temps, les Forces de l'ONUCI conduisent des patrouilles quotidiennes indépendantes, mais conjointes, tant à Abidjan que dans d'autres villes et localités du pays.

Tanoh Koffi Henri (le Nouveau Réveil du Nzi Comoé) : Je suis Tanoh Koffi Henri, le Nouveau Réveil du Nzi Comoé. Ma question porte aussi sur la question sécuritaire. Vous venez de nous informer que l'ONUCI fait des patrouilles avec les Forces républicaines de Côte d'Ivoire. Mais l'impression que nous avons, c'est que dans certaines localités, le taux d'insécurité est encore grandissant. Alors quelle garantie l'ONUCI peut donner aux populations de ces localités là en ce qui concerne leur sécurité ?

Kenneth Blackman : Comme je vous l'ai dit, il y a des priorités que l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire se fixe dans le cadre du mandat qu'elle a à accompagner les autorités ivoiriennes. Parce que l'une des priorités c'est la sécurité. Il n'y a aucune rencontre entre les décideurs de la mission et les autorités ivoiriennes ces jours-ci où la question de la sécurité n'est pas posée. Il y a aussi un travail continu de sensibilisation qui se fait. Il faut aussi qu'à divers niveaux, ceux qui sont sur le terrain soient sensibilisés pour que certaines choses ne se passent pas. Il y a également notre division des droits de l'homme qui fait un travail constant de veille et de suivi. Et cette division fait des investigations lorsqu'elle est saisie des choses qui se passent. A ces différents niveaux, la mission s'efforce de contribuer à une amélioration de la situation sécuritaire en Côte d'Ivoire, Abidjan et ses environs mais aussi à l'intérieur de la Côte d'Ivoire.

José Martial (Agence Ivoirienne de presse à Mbahiakro) : Je suis José Martial de l'Agence Ivoirienne de presse à Mbahiakro. Avec la situation que vient de traverser notre pays, il faut dire qu'il y avait une crise de confiance entre la population et l'ONUCI. Aujourd'hui qu'est-ce que l'ONUCI entreprend pour ramener la confiance entre elle et certaines populations qui la considèrent comme étant parmi ceux qui ont contribué à l'enlisement de la crise en Côte d'Ivoire ?

Kenneth Blackman : Je ne sais pas si on peut dire qu'il y a eu une crise de confiance entre l'ONUCI et certaines tranches de la population. Ce que je sais, c'est qu'il y avait une partie de la classe politique ivoirienne qui avait mal vu l'action de l'ONUCI en ce qui concerne le processus électoral et le deuxième tour et il y a une équipe de personnes qui ont été instrumentalisées. Cela dit, ce que la mission a toujours fait et continue de faire, c'est de rencontrer les populations. Lorsque je vous ai parlé des activités d'information et de sensibilisation, c'est de cela qu'il s'agit. Les différentes équipes de l'ONUCI sillonnent les villages et les localités de Côte d'Ivoire pour rencontrer les populations pour discuter avec elles et de cette manière dissiper tous malentendus, invitant les gens à participer à la réconciliation nationale et à l'effort de paix qui est sine qua non pour que la Côte d'Ivoire aille de l'avant. Donc nous rencontrons les gens et aussi à travers la radio de l'ONUCI qui véhicule des informations vis-à-vis de ces populations et on donne cette information à la population qui puisse aider à dissiper d'éventuels malentendus.

Koffi Josué (Soir Info) : Koffi Josué du quotidien Soir Info. Cette priorité des nouveaux gouverneurs de réconcilier les Ivoiriens qui se regardent désormais en chien de faïence, quel est le regard de l'ONUCI sur ce processus ?

Kenneth Blackman Je crois que tout le monde est d'accord que la réconciliation entre frères et sœurs ivoiriens est quelque chose de crucial pour la survie de cette nation et l'ONUCI ne peut que se réjouir de tout action menée par qui que se soit pour encourager, pour appuyer cette réconciliation. L'ONUCI pour sa part donne une grande priorité à l'appui à ce genre d'initiatives. Les différentes rencontres que j'ai citées œuvrent également dans le même sens. Mais vous avez raison, beaucoup dépend des Ivoiriens eux-mêmes. Il faut que tout le monde saisisse la nécessité de mettre de côté les rancunes, mettre de côté toute pensée qui puisse entraver la marche de cette nation. La réconciliation égale la paix. La Côte d'Ivoire est une nation avec beaucoup de potentialités. Sans la paix, sans la réconciliation, tout effort pour aller de l'avant sera voué à l'échec. Donc tout effort pour encourager les Ivoiriens à aller dans ce sens, on le fait et on le fera.

Célestin Toto (Agence Ivoirienne de presse, Bocanda) : Célestin Toto, Agence Ivoirienne de presse, Bocanda. Vous avez dit que l'ONUCI a entrepris des actions pour récupérer les armes en Côte d'Ivoire, à Abidjan et ses environs, ce qui est une bonne chose. Je veux savoir que prévoit l'ONUCI pour les villes de l'Intérieur où beaucoup de personnes en armes et en tenues bigarrées continuent de circuler et agissent encore sous le compte des FRCI.

Kenneth Blackman Le gouvernement ivoirien a demandé à l'ONUCI de l'aider dans le désarmement. Les discussions par rapport à ce volet continuent. Mais ce que je peux vous dire, c'est que l'ONUCI est dans le désarmement. Il y a d'abord la collecte des armes et nous avons mandat de faire cela. Il y a aussi la réinsertion de ceux qui avaient les armes et il y a aussi un volet où on sera actif. Mais on a reçu cette demande et la réponse est oui. On va aider les autorités ivoiriennes sur ce volet.

Claude Abolet (le Patriote, Dimbokro) : Claude Abolet, journal le Patriote, Dimbokro. Je voudrais savoir quelles sont les actions que l'ONUCI met en place pour faciliter l'encasernement des ex-Forces nouvelles. Ca c'est mon premier point. Mon second point, quelles sont les activités de l'ONUCI envers les ex-FDS afin que ceux là reprennent leurs activités ?

Moi je voudrais revenir sur les attaques de l'ONUCI depuis le mois de mars. Vous avez perdu beaucoup de véhicules, vous avez perdu beaucoup de matériaux de travail. Je voudrais savoir si on peut avoir une idée de l'évaluation de ces pertes et s'il y avait des procédures contre ceux qui avaient détruit ces biens là ? Ça c'est la première question que j'avais. De plus en plus, nous parlons d'élections législatives. Quelle sera l'action de l'ONUCI pour la réussite des élections législatives, d'autant plus que pendant la présidentielle, nous avons constaté l'appui de l'ONUCI pour l'organisation de cette élection là. Est-ce que ce sera la même chose pour les législatives ? La dernière question, c'est la venue de l'ONUCI en Côte d'Ivoire, si nous finissons les élections, est-ce que l'ONUCI reste ou bien vous allez partir de la Côte d'Ivoire ? Je vous remercie.

Kenneth Blackman En ce qui concerne l'encasernement, comme j'ai dit les questions de DDR sont un sujet de discussion entre l'ONUCI et les autorités ivoiriennes. Nous avons contribué à l'encasernement dans le temps donc il n'y a aucune raison de penser que nous n'allons pas fournir autant de soutien qu'on ait fourni par le passé à l'opération de DDR qui est en préparation. Les anciens FDS, je crois que ça c'est une question pour les autorités ivoirines. Les FDS font partie des forces de l'Etat, c'est aux autorités ivoiriennes de mener des actions vis-à-vis du

corps des fonctionnaires de l'Etat. Donc c'est une question qu'il faut poser au Ministère de l'Intérieur. Mais l'ONUCI en elle-même n'a pas d'action particulière vis-à-vis de cette frange des fonctionnaires de l'Etat. Je n'ai pas de données sur les pertes en matériel de l'ONUCI, malheureusement. Pour les élections législatives, notre mandat est clair. Nous devons fournir un appui logistique. Nous devons également fournir un appui technique pour la réussite des élections, comme nous avons fait lors de l'élection présidentielle. Donc, ce soutien continuera. Ça, je peux vous l'assurer et je crois que le monde entier est conscient du fait que les élections législatives ne sont pas moins importantes que l'élection présidentielle. Toutes les élections de cette période de la sortie de crise sont importantes. Donc, je peux vous assurer que ce soutien continuera. L'avenir de toute mission de paix est régi par le Conseil de sécurité. Donc, au fur et à mesure qu'une situation évolue et lorsque le mandat d'une mission de paix arrive à sa fin, le Conseil de sécurité se réunit, évalue la situation et décide de la prolongation ou non ou de la prolongation pour combien de temps de la vie de la mission. Lorsque le moment sera venu, le Conseil de sécurité va décider du temps que restera la mission en Côte d'Ivoire. Ce n'est pas quelque chose que nous on décide en tant que ONUCI. Cette décision incombe au Conseil de sécurité des Nations Unies. Merci bien d'avoir participé de manière aussi enthousiaste à cette conférence de presse.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Kenneth Blackman, Porte-parole a.i

Tél. : +225-06203392 ; Portable : + 225-0807 1548 ; Fax : +225-020235107

Email: kblackman@un.org.

<http://www.onuci.org>